

Gymnase occupé, associations excédées

Depuis presque cinq mois, le gymnase Roquépine abrite des sans-abri. Au détriment des associations de sport.



Rue Roquépine (VIII^e), le 5 juin. Catherine Lecuyer (à droite), élue LR du VIII^e arrondissement, a lancé une pétition pour demander au DAL de libérer le lieu, qu'il occupe depuis janvier.

VIII^e

PAR ÉRIC LE MITOUARD

LES DRAPEAUX JAUNES du DAL (Droit au logement) flottent depuis maintenant cinq mois au 18, rue Roquépine, adresse d'un gymnase de quartier dans le VIII^e arrondissement. A l'intérieur, selon le décompte de Jean-Baptiste Eyraud, patron du DAL, « 71 personnes sont mises à l'abri dont 24 enfants, soit 10 familles et 23 célibataires ».

Dehors, ce sont des dizaines d'associations sportives et culturelles qui sont mises à la porte. Catherine Lecuyer, élue LR du VIII^e au Conseil de Paris, a lancé une pétition de ras-le-bol.

« C'est une solution pour personne, ni humaine, ni de vie de quartier », regrette Catherine Lecuyer.

forte de 400 signatures pour réclamer l'évacuation de ce gymnase. « Mais j'ai bien le sentiment que c'est un dossier sensible, à deux pas de l'Élysée », avoue-t-elle.

« NOS EMPLOIS SONT MENACÉS »

Jean-Baptiste Eyraud, en occupant ce lieu, fin janvier, ne s'attendait pas à se retrouver là en juin. « C'était symbolique de s'installer dans le VIII^e, reconnaît-il. Mais c'est bien la première fois qu'une telle occupation dure aussi longtemps. Nous en sommes désolés pour les associations. Mais tant que nous n'obtenons pas d'hébergement durable pour ces familles, nous n'avons pas d'autre solution que de rester là ».

Aujourd'hui, les familles devraient manifester devant les fenêtres des élus du Conseil de Paris, à l'Hôtel de Ville. Le DAL, tout comme Catherine

Lecuyer, lettres à l'appui, se rendent bien compte que la Ville et l'Etat se renvoient la balle sur ce dossier. A la suite d'un courrier de l'élue le 10 avril, le préfet de police a assuré, le 26 avril, que « les dossiers de ces ménages font l'objet d'un examen constant ».

Le 10 mai, Ian Brossat, adjoint à la maire de Paris chargé de l'hébergement d'urgence, note que depuis le 14 mars, seulement deux familles ont été hébergées dans un hôtel par le Samu social...

Mais ce jeu de ping-pong n'amuse pas du tout Victor Vlastelic, de l'association pongiste du VIII^e ni même Corinne Béchet, de l'association Dynamique sports qui emploie six profs de gym, pour 18 groupes. « Nous sommes déjà obligés de rembourser certains de nos adhérents et il nous est impossible de prendre les inscriptions pour la rentrée. Nos emplois sont menacés ».

« Je n'ai pas d'autre choix »

SAMANTHA, MÈRE DE TROIS ENFANTS QUI OCCUPE LE GYMNASÉ

À L'INTÉRIEUR du gymnase, dans la journée, c'est calme. Les enfants sont à l'école et les adultes au travail. Trois personnes restent là, cependant, alors que tout est rangé autour d'elles. Samantha, de nationalité française, a été mise à la porte de son foyer, à Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis), par son mari, il y a deux mois. « Je suis avec mes trois enfants et je n'ai pas le choix que d'être ici. Je ne suis pas prioritaire et pas éligible aux logements sociaux », regrette-t-elle. Tous les matins, elle repart donc dans sa ville pour conduire ses enfants à l'école. Puis elle revient. Et elle attend une solution. Taleb, lui, loge dans ce gymnase avec trois toilettes et trois douches

depuis le début. « Je suis réfugié iranien en France depuis 2010. Avant ici, j'ai été en foyer. Mais ils m'ont mis dehors. Je suis sans travail depuis dix-huit mois. » Akram est dans la même situation. « Je suis en France depuis vingt ans. J'ai été expulsé de mon logement.

Cela fait huit ans que j'ai déposé mon dossier à la Ville ». Lui aussi dit chercher un travail. Géraldine, la patronne de l'hôtel voisin du gymnase, saute sur l'occasion... « Toute la profession cherche des veilleurs de nuit... Donnez-moi votre CV », lance-t-elle. É.L.M.



Samantha, Taleb et Akram occupent le gymnase, faute de mieux.